

«Personne ne me donne ma chance»: avec le Covid, des entreprises fermées aux jeunes

PAR KHEDIDJA ZEROUALI
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 29 JANVIER 2021

Pour la génération Covid, décrocher une alternance ou un premier job est plus compliqué que jamais. Au point qu'une nouvelle pratique se répand : indiquer les stages annulés sur son CV. Pour le sociologue Dominique Glaymann, « *c'est une catastrophe* ».

À 9 ans, Alexis s'est découvert une passion pour la cuisine, les yeux rivés sur « *Masterchef* » à la télé. « *Je trouvais ça beau, hyper impressionnant* », se souvient le Vosgien. Un bac pro cuisine et un BTS en hôtellerie et restauration plus tard, Alexis se voit pourtant dans le devoir de tordre un peu son rêve d'enfant pour l'adapter à un secteur en crise. Au lieu de 16 semaines de stage, il n'en a réalisé que 7, Covid oblige. « *Normalement on a quatre périodes de stage de quatre semaines, le premier est censé confirmer notre attrait pour notre spécialité, le second stage nous former au management, et c'est assez handicapant de ne pas avoir de connaissances pratiques à ce sujet. On n'a pas les bases et quand, parfois, nos profs nous posent des questions, on ne sait pas répondre* », souffle le jeune homme, inquiet d'avoir eu « *un BTS bas de gamme, enfin... selon les patrons* ».

D'août à septembre, Alexis s'est pourtant affairé sans relâche dans les cuisines du Grand Hôtel de Gérardmer, « *pile quand les restaurants étaient ouverts, on a eu de la chance* ». Depuis la fermeture des salles, la crise du secteur est dans l'esprit de chacun de ses camarades. « *Il y a des copains qui ne savent toujours pas s'ils pourront faire des stages, alors que c'est très important pour trouver un travail après. On n'a pas non plus fait nos stages à l'étranger. Et les restaurants continuent d'être fermés... On en parle tous les jours. On ne sait pas de quoi sera fait l'avenir et ça nous fait assez peur.* »



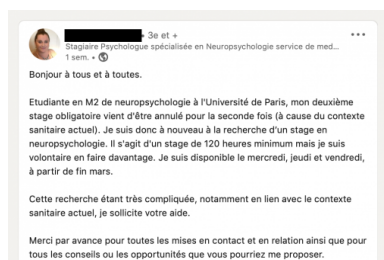
« *L'une de mes plus belles réalisations de l'année scolaire* » s'enorgueillit Alexis devant ce médaillon de bœuf et cette purée de vitelotte. © DR

Une de ses professeurs avait pour habitude, chaque année, de rassurer ses troupes avec un chiffre. « *Elle nous disait toujours qu'il y a en permanence 80 000 postes à pourvoir dans l'hôtellerie et la restauration. Cette année, elle ne dit plus de chiffres pour ne pas nous inquiéter* », rapporte Alexis, qui postulera auprès d'Accor dès juillet. Il apprécie ce groupe hôtelier, mais surtout il sait déjà qu'il n'aura pas le choix : « *Les petits vont mourir et peut-être que seuls les gros continueront d'embaucher.* » Et si le secteur est trop bouché, alors Alexis se réorientera. « *Peut-être vers le management ?* », s'interroge-t-il déjà, bien que son cœur et son savoir-faire aillent plutôt au goulasch, ragoût paysan venu de Hongrie.

La crise sanitaire et sociale a fini de fermer les portes des entreprises aux nouveaux arrivants sur le marché du travail, dans tous les secteurs : stages annulés ou reportés aux calendes grecques, alternances qui ne se font pas, ou qui ne déboucheront jamais sur une embauche... Toutes les réductions du coût du travail en faveur des jeunes, impulsées par le gouvernement, ne seront que pansements sur une jambe de bois.

« *Ce gouvernement communique beaucoup sur le plan "Un jeune, une solution" mais je demande à voir les 700 000 solutions pour les 700 000 entrants sur le marché du travail, s'inquiète le sociologue Dominique Glaymann. On a d'un côté la grande difficulté dans laquelle se trouvent les jeunes pour accéder au marché de l'emploi et de l'autre un discours politique hyper responsabilisant. On les a d'abord culpabilisés parce qu'ils seraient fêtards, que la contamination serait de leur fait ; puis l'Élysée a fini par comprendre que ce n'était plus entendable. Aujourd'hui, on les culpabilise parce qu'ils ne trouvent pas de travail.* »

En effet, on ne compte plus les injonctions gouvernementales à une jeunesse qui ne travaillerait pas assez. Encore le 15 janvier, sur BFM, quand le journaliste Jean-Jacques Bourdin pose la question de l'ouverture du RSA dès 18 ans, Bruno Le Maire, ministre de l'économie, répond : « À 18 ans, ce qu'on veut, c'est un travail. On veut une rémunération de son travail, on ne veut pas une allocation. » Oubliant trop rapidement que, quand il avait 18 ans lui-même, il était encore étudiant dans les prestigieuses classes préparatoires littéraires du lycée Louis-le-Grand. Il terminera son cursus scolaire à l'ENA à 29 ans.



Sur LinkedIn, les appels à l'aide se multiplient. © DR

Un tour sur LinkedIn aurait suffi au ministre pour se rendre compte des trésors de motivation qui sont développés par certains jeunes diplômés pour se faire ne serait-ce qu'une petite place sur le marché du travail, quitte parfois à tout accepter. Depuis quelques semaines, une nouvelle pratique s'est répandue : indiquer sur son CV numérique les stages annulés.

« On vit une année difficile et je ne suis clairement pas la seule à avoir eu des opportunités annulées à cause de la pandémie. Expliquer à l'employeur qu'on n'a pas rien fait et qu'on était supposé faire un stage, ça me paraît logique. Parce que dans le fond il n'a peut-être pas eu lieu, mais je l'ai trouvé, ce stage. J'ai trouvé le contact, envoyé une candidature spontanée, j'ai eu le correspondant au téléphone en entretien, j'ai signé ma convention, j'ai pris mes billets, J'AURAIS PU/DÛ faire ce stage », se justifie sur Twitter une étudiante en journalisme.

« Comment voulez-vous que j'acquière de l'expérience si personne ne me donne ma chance ? »

Sur le réseau social professionnel, les appels à l'aide se multiplient. Chacun explique que le Covid est la source de ses maux, tous cherchent une solution alternative « au plus vite », et veillent à ne pas mentionner les entreprises qui leur font faux bond, pour ne froisser personne. « Je reçois refus sur refus. Quel motif ? Manque d'expérience. J'ai 22 ans, j'ai fini ma licence en juin dernier, mon stage a été annulé, et enfin on est en plein Covid. Comment, chers recruteurs, voulez-vous que j'acquière de l'expérience si personne ne me donne ma chance ? », s'agace Lucie qui, comme beaucoup d'autres, a affiché le logo « Open to work » (« ouverte au travail ») sur sa photo de profil. Dans le respect de la grande tradition passive-agressive de LinkedIn, nombreux ont été ses camarades à lui conseiller, parfois avec dédain, d'augmenter la taille de la police utilisée sur son CV si elle voulait que sa candidature soit réellement prise au sérieux.

« Le public sur LinkedIn est complètement pris dans une logique d'individualisation des responsabilités à outrance, analyse Dominique Glaymann. Cette idéologie a le haut du pavé, je ne les blâme pas. On leur demande de masquer leur habitus social au maximum, de savoir se vendre comme un produit, et dans des situations de crise, c'est encore plus visible. On a beau jeu de dire aux gens que s'ils ne sont pas recrutés, c'est parce qu'ils n'ont pas convaincu, qu'ils ne sont pas assez bons. »

Mardi 26 janvier, des milliers d'étudiants se sont greffés à la mobilisation des enseignants pour demander la ré-ouverture des universités mais aussi plus de moyens pour l'enseignement supérieur et l'éducation nationale.

Devant les grilles du jardin du Luxembourg à Paris, se sont retrouvés les militants des organisations et syndicats étudiants, mais aussi de nombreux jeunes en première année de licence qui tentent de se faire une place dans une université tout en distanciel, ceux aussi pour qui la fin du mois devient de plus en plus

compliquée, et d'autres qui, ayant perdu leurs boulots, se retrouvent dans l'obligation de rejoindre la file d'attente devant les distributions alimentaires.



Mardi 26 janvier, les étudiants se sont greffés à la mobilisation des personnels de l'éducation nationale, aux infirmières scolaires et aux enseignants d'universités pour dire leur colère face aux décisions du gouvernement. © KZ

Parmi eux, Clara ne cesse de repositionner ses lunettes pleines de buée et son masque chirurgical. Elle raconte la galère des cours en distanciel, l'impression de décrocher sans cesse, la caméra qu'elle préfère laisser éteinte. « *Imaginez vous faire de la chimie en distanciel, c'est impossible...* » Mais surtout, apprentie en pharmacie, la jeune femme a dû se battre pour trouver une entreprise. La première pharmacie dans laquelle elle était apprentie l'a licenciée au bout d'un mois. « *Je ne sais toujours pas pourquoi mais quand je suis venue récupérer ma paye, il y avait déjà un autre apprenti* », souffle-t-elle, alors que les slogans se font de plus en plus audibles : « *Et tout le monde déteste les cours en ligne !* »

Après cette première déconvenue, ce fut le parcours du combattant pour retrouver une officine. « *On était en plein confinement, et pendant deux semaines, tous les jours j'allais de pharmacie en pharmacie pour trouver un patron. C'était horrible, j'étais fatiguée, démoralisée et j'avais peur que la police m'arrête et me demande ce que je fais là.* » Avant de trouver, Clara a écumé plus de cent pharmacies. « *Le secteur médical a besoin de plus de monde et en même temps, en pleine crise, ils n'ont pas le temps de nous former. Ils prenaient mon CV puis le jetaient. Ils me disaient qu'ils étaient en difficulté, qu'ils ne pouvaient pas prendre d'apprentie...* » Certains de ses camarades cherchent toujours.

« *La politique du gouvernement ? On peut lui faire crédit d'avoir relativement bien protégé les salariés en place, notamment avec le chômage partiel, commente Dominique Glaymann. En revanche, tous ceux qui ont des emplois précaires, des CDD et de l'intérim, sont dans de très grandes difficultés, notamment ceux qui ont moins de 25 ans et qui ne sont pas éligibles aux minima sociaux. Surtout, aucune attention n'a été donnée aux primo-arrivants sur le marché du travail. Pour eux, c'est la catastrophe. La vraie question, c'est la stabilisation de ceux qui débutent et quand on voit toutes ces alternances annulées, ces stages avortés, c'est très inquiétant.* »

À Nantes, Léonie Landreau n'aura pas pu manifester. Mardi, l'étudiante en première année de sociologie travaillait. En parallèle de ses études, elle œuvre comme assistante d'éducation dans un lycée. La porte parole de Solidaires Étudiants à Nantes avait tout de même peint de ses mains la banderole : « *Des moyens pour ouvrir nos facs* ». Et elle aurait eu mille slogans à scander pour redire la grande précarité dans laquelle se retrouvent les étudiants. « *Dans nos cercles militants, on parle moins de l'accès au marché de l'emploi... Là, l'urgence pour beaucoup de jeunes c'est de manger, beaucoup d'étudiants autour de moi sont dans la survie. Trouver un travail qui correspond à leurs études, ça semble presque inimaginable.* »

La jeune femme de 22 ans enchaîne sa troisième première année et sait déjà que sa formation en sociologie ne lui permettra pas de trouver un emploi. Sa première année en lettres et langues ? « *Je ne voyais aucun débouché professionnel.* » Sa deuxième première année, en psychologie ? « *C'était trop scientifique, je n'y arrivais pas.* » Sa troisième première année en sociologie, « *c'est que pour moi, pour comprendre le monde qui m'entoure et tant pis si ça ne m'apporte pas de taff* ».

« *Mais tout ça est à remettre dans un contexte plus global, reprend Léonie Landreau. Les politiques de notre gouvernement n'aident pas. Il n'y a déjà plus de place sur le marché du travail et, avec la réforme des retraites, ils veulent encore plus allonger le temps de travail. C'est tout l'inverse qu'il faudrait faire,*

favoriser un vrai roulement pour que les personnes âgées puissent partir à la retraite et que les jeunes puissent travailler. Et dans de vrais postes ! Pas juste des jobs précaires d'étudiants, des temps partiels, des stages à n'en plus finir, de l'intérim ou des services civiques où les jeunes sont exploités pour un salaire de misère. »

Léonie ne se projette plus vraiment dans le marché du travail. « *On n'y croit plus trop à tout ça, au fait de faire de longues études pour trouver de meilleurs*

débouchés professionnels. Je ne compte plus mes copains en master ou doctorants qui ne trouvent rien du tout et se retrouvent à prendre des jobs précaires. » Pour elle-même, Léonie imagine plusieurs portes de sortie : peut-être les concours dans l'administration après sa licence, devenir institutrice en école primaire, ou même « *une formation pour avoir un boulot manuel dans un bastion ouvrier où je pourrais faire la grève et la lutte. »*

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr, ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.